

Les socialistes et Israël

Après une trilogie algérienne, et un ouvrage sur Jacques Soustelle et Israël (*L'Ours* 499), Alain Herbeth interroge l'évolution des relations entre les socialistes, les Juifs et Israël.

ALAIN HERBETH, *Les socialistes, les Juifs et Israël, De la question juive à la question d'Israël*, préface de Denis Lefebvre, L'Harmattan, 2021, 212 p, 21,50 €

En guise d'introduction, le premier chapitre de l'ouvrage est consacré aux rapports des socialistes français, et secondairement allemands, à la question juive. L'occasion de se replonger brièvement dans l'antisémitisme de ce qu'au tournant du XX^e siècle on a appelé le « *socialisme des imbéciles* » : une critique sociale incapable de s'élever au-delà de l'incrimination du complot juif. Si l'Affaire Dreyfus éloigne une grande partie des socialistes français de l'antisémitisme, elle éloigne parallèlement une partie des Juifs de l'Europe, puisque c'est en réaction à la manifestation persistante de l'antisémitisme dans ce qui est alors considéré comme le pays le plus avancé du continent que Herzl conçoit la réponse sioniste à la question juive. Réponse non univoque, et le deuxième chapitre de l'ouvrage revient légitimement sur les espérances concurrentes de libération, notamment le bundisme, encore trop méconnu en France.

Les chapitres qui suivent parcourent l'évolution des socialistes français vis-à-vis du sionisme. Plus que le socialisme en général, il s'agit davantage de rappeler les actions de quelques-unes des grandes figures du Parti : Léon Blum, Guy Mollet, puis François Mitterrand. Ainsi, entre autres éléments, l'amitié du premier avec Chaim Weizmann, premier président de l'État d'Israël, et son appui lors du vote de l'ONU de 1948 sont-ils rappelés. Si le sionisme de Blum était connu, le lecteur qui aurait fait l'impasse sur les livres de Denis Lefebvre en apprendra beaucoup sur l'amitié de Guy Mollet pour Israël, notamment au moment de la crise de Suez. Car bien qu'on aimerait qu'elles soient plus scrupuleusement sourcées, l'ouvrage regorge d'informations, dont certaines méconnues ou oubliées. La disposition de Mitterrand vis-à-vis d'Israël était, elle, d'ores et déjà bien documentée. Si elle trouve un intérêt à être réinscrite ici dans le temps long, c'est par l'inflexion qu'elle signale, notamment au moment de la guerre du Liban. Inflexion progressive du soutien socialiste à Israël dont rend bien compte le cinquième chapitre de l'ouvrage, « *le désamour d'Israël gagne une partie des socialistes français* » ; le plus intéressant.

De ce « désamour » progressif, l'auteur essaie d'avancer des explications. Certains arguments sont convaincants. Mais il convient néanmoins de l'indiquer : la démonstration n'emporte pas l'adhésion. Pour une raison simple que la position de principe de l'auteur consiste à toujours renvoyer toute action d'Israël à l'aune de la nécessité de sa survie et à affirmer parallèlement l'inexistence du peuple palestinien ; renvoyé à une pure fabrication arabe. Sans chercher à instruire le procès d'Israël, on peut déplorer une apologie qui atteint parfois un niveau tel qu'elle nuit à la présentation même des faits. Sur l'après-67 par exemple : la discussion des politiques d'Israël n'étant pas amorcée, l'inflexion socialiste est arbitrairement condamnée et ses raisons souvent caricaturées. L'apologie enclenche un manichéisme dont le livre ne sort plus et qui culmine dans l'épilogue. Entre le sionisme aveugle d'un côté et l'antisionisme-antisémite de l'autre (bien réel à gauche, il ne s'agit pas de le nier), il y a pourtant, aujourd'hui comme par le passé, bien des manières de se rapporter à Israël en socialiste. Sans doute, l'actualité du conflit commande-t-elle en partie une telle polarisation des positions. On peut regretter qu'un travail théorique, *a fortiori* historique, se montre incapable d'y résister.